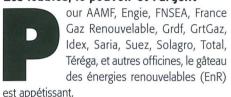


La politique énergétique de la France favorisant à grand renfort de subventions la méthanisation agricole a créé, au-delà d'un naufrage économique programmé, un déséquilibre relationnel entre le monde rural et le monde agricole. Ce choix sociétal n'a jamais fait l'objet d'une consultation populaire. Tout est imposé, l'inacceptabilité sociale est grandissante.

Par le CNVMch (Collectif National Vigilance Méthanisation - canal historique 1\*

## Les lobbies, le pouvoir et l'argent



Avec la complicité de l'État français et de l'Union européenne, ces groupes participent activement à ce qu'ils prétendent être notre bien-être. Pour ce faire, ils installent un lobbying permanent destiné à convaincre les populations et les politiques du bien-fondé de la méthanisation en faisant miroiter - à l'aide d'une dialectique choisie - les bienfaits soi-disant avérés de cette technologie.

En monopolisant l'espace d'expression, ils rendent les contradicteurs inaudibles.

opposants et comprendre leurs motivations (1).

## La vulgarisation des idées dominantes

Quitte à leur mentir effrontément ou par omission et à ne jamais dire que le «biométhane», c'est du méthane identique à celui du gaz naturel fossile (formule CH<sub>4</sub>), les populations sont draguées par une communication perverse qui n'a pour but que de leur faire croire que tout est vert. Leur vocabulaire est paré de termes élogieux tels que «économie circulaire», «cercle vertueux», «procédé biologique» permettant de «valoriser

les effluents», favorisant une «énergie renouvelable» et un digestat utilisé comme «fertilisant» auguel aucune étude sérieuse prouvant son innocuité n'a été consacrée à ce jour.

Pour eux, l'important n'est pas ce qui est mais ce qui prétend être.

# Du bio à toutes les sauces

À grand renfort de communication coûteuse. avec la complicité d'une certaine presse qui accorde peu d'espace d'expression aux collectifs, ils ont construit une frontière entre le monde d'avant et le monde du bio. C'est beau, c'est bio! Le préfixe «bio» sert à faire croire que le méthane est «bio» au prétexte qu'il s'agit de biomasse. Des enquêtes sont menées pour «repérer» les En fait, c'est aussi du méthane, comme le reste de l'activité qui n'a d'ailleurs rien à voir avec une

> La guerre des mots n'a pour but que de tromper l'imaginaire collectif en rendant vertueux ce qui ne l'est pas

production agricole non conventionnelle. Cette guerre des mots n'a pour but que de tromper l'imaginaire collectif en rendant vertueux ce qui

En masquant la réalité, le bourrage de crâne limite la contradiction.

# Le peu de réactivité de la presse locale

Sur tout le territoire, la presse régionale «aux ordres» de son Conseil d'Administration relaie peu les revendications et les déceptions des populations et des opposants lorsqu'un permis ou une autorisation sont accordés (2). Par contre, les porteurs de projets peuvent largement s'exprimer quand ce même permis leur est refusé la première fois. Certaines rédactions seraient même allées jusqu'à censurer des textes de jeunes journalistes. Comment le lecteur de base, pourtant concerné par son environnement, pourra-t-il se faire son

# Pour que les publics se perdent, ils brouillent les pistes

Face à ces nouvelles technologies industrielles complexes combinant biologie et chimie, qui peut s'y retrouver: méthanisation agricole, industrielle, injection, co-génération, boues de step, intrants divers, cives, cipan, cimse, cultures dédiées, digestats, recyclage des déchets ménagers ou agroalimentaires, etc.?

Là, le langage dédié au grand public est remplacé par un jargon professionnel utilisé pour désorienter et éviter toute réflexion. Pour le commun des mortels, il faut du temps pour s'y retrouver.

C'est une affaire de spécialistes, lesquels ne sont malheureusement pas sur le terrain, par manque cruel de formation.

### La loi du silence

Après plus de dix ans de fonctionnement de cette nouvelle agro-industrie, France Stratégie (Institution de conseil du Premier ministre) préconise «un renforcement du dialogue entre filières et secteurs au sein des territoires» pour déboucher sur une «conception débattue et partagée» ... Compte tenu des clivages profonds entre organisations agricoles et des attentes des ONG et de l'opinion publique, une telle concertation se révélerait houleuse...» (Ouest France, 11/08/2021). Comment renforcer le dialogue quand le dialogue n'existe pas?

Car loin de ces bruits médiatiques, la plupart des projets se montent en catimini. En faisant tout pour éviter les (ré) actions populaires, les acteurs de la méthanisation accentuent l'opposition et créent un profond sentiment d'injustice. Si, comme ils le prétendent, les proiets sont vertueux, pourquoi éviter le débat et surtout avancer dans le secret? L'attitude est méprisante à l'égard des populations qui sont directement concernées par des projets engageant leur avenir et leur environnement

La méthanisation est basée sur un mensonge. À ce jour, personne (ni l'État, l'ADEME, GRDF et autres organisations) n'a prouvé scientifiquement le bien-fondé de cette pratique et, dès qu'il y a une approche scientifique, les preuves et la démonstration de la nocivité apparaissent. Seuls ceux qui ont quelque chose à y gagner (financièrement, politiquement, etc...) sont «pour».

La méthanisation n'est pas le fruit d'une réflexion objective, c'est juste une opportunité politique et financière et une fausse bonne solution face au problème climatique.

Refuser le débat empêche toute réponse et vise à museler les citoyens.

### L'abus de faiblesse

Conserver les agriculteurs dans une situation de précarité permanente permet de les manipuler à loisir. On leur fait miroiter des rendements complémentaires rêvés pour, comme ils disent, «lisser les revenus». Eux seuls supportent les risques financiers des emprunts à rembourser.

Face à l'incapacité des pouvoirs publics à faire en sorte que leur production agricole soit payée au juste prix, certains d'entre eux ont un besoin vital de créer des richesses supplémentaires pour continuer d'exister. Pour la plupart, la rentabilité des exploitations est fragile. Pour compenser cette dérive organisée, ils bénéficient d'aides diverses qui représentent des millions d'euros. Et les subventions directes ou indirectes (rachat

de l'énergie très au-dessus du prix du marché) sont finalement payées par le contribuable. Cela représente plusieurs centaines de millions

Comment les agriculteurs pourraient-ils entendre l'opposition grandissante puisqu'elle va à l'encontre de leur besoin de survie?

Face à eux cohabitent les opportunistes de la subvention dans les grandes plaines céréalières françaises. Ils ont moins de problèmes mais bénéficient de ces mêmes aides, privant ainsi ceux qui en ont vraiment besoin.

## L'intimidation

Comment encourager la citoyenneté collective dans un contexte qui n'a de cesse de la contrer? Comment mettre fin à ces pratiques abusives? Les membres de l'Observatoire des libertés associatives ont imaginé douze préconisations (3) qui permettraient de mieux reconnaître le rôle des associations en matière de défense des droits et d'intervention dans le débat public.

Alors que des témoignages de pressions, amendes et contrôles d'opposants lors de manifestations sont observés, certains arrêtés préfectoraux précisent que «l'info des tiers s'effectuera dans le respect de tout secret protégé par la loi» et il est même envisagé de faire payer des amendes aux opposants responsables de retard à la construction...

Les moyens de pression sont nombreux.

## De plus en plus nombreux et bien informés, les associations et collectifs expriment leurs revendications

Pour mieux affûter leurs contre-arguments et ainsi contrôler la situation, les pouvoirs publics aiment à connaître les arguments développés par les opposants. En leur laissant croire qu'ils peuvent s'exprimer, la façade «expression démocratique» est préservée.

Cette expression des citoyens est bâillonnée, en particulier parce que, depuis quelques années, la plupart des installations de méthanisation s'inscrivent dans une procédure d'enregistrement créée pour «simplification administrative» – en réalité pour éviter une étude environnementale. De surcroît, avec cette procédure, la «consultation publique» n'a de publique que le nom car la réglementation ne prévoit pas de publier les observations citovennes.

À de nombreuses occasions, les membres du bureau du CNVMch/CSNM ont été sollicités par des chargés de mission et responsables du développement durable au sein du Ministère de la transition écologique pour donner leur avis (4) et ont été encouragés à déposer aux enquêtes publiques, ce qu'ils ont fait en nombre.

Malheureusement, on ne constate aucune prise en compte de leurs avis et préconisations.

## Les pouvoirs publics ont lancé cette nouvelle filière sans aucune précaution

En charge à la fois des autorisations et des contrôles. l'Administration et ses services (DDPP. DDTM, ...) sont évidemment réticents à remettre en cause leur décision. Ainsi, dans la plupart des

cas, le déploiement chaotique des sites se fait après des régularisations de mises en demeure. Ils devraient plutôt se préoccuper des signaux d'alarme envoyés par la population et tenir compte du principe de précaution:

- nous allons manquer d'eau, alors que les besoins liés à l'activité méthanisation sont accrus pour pouvoir produire plus de maïs à fort pouvoir méthanogène et abreuver les cheptels de plus en plus nombreux.
- la question de l'appauvrissement des sols n'est iamais abordée.
- la question de la concurrence prévisible des intrants est occultée,
- · les accidents sont de plus en plus fréquents (287 sur 181 sites).

Les pouvoirs publics ont lancé la filière de méthanisation agricole sans aucune précaution. En charge à la fois des autorisations et des contrôles. l'Administration et ses services sont évidemment réticents à remettre en cause leur décision

Le bilan carbone n'est jamais fait complètement, il est omis de préciser que le méthane est majoritairement destiné à être brûlé, ce qui produit du CO<sub>2</sub>, et le GIEC vient de rendre un avis alarmant concernant les gaz à effet de serre (GES).

Par des fuites multiples accompagnées d'odeurs omniprésentes lors du processus de fabrication, lors de la combustion du méthane, par la multiplication de moteurs divers dont la cogénération et par les rotations de camions toujours plus nombreuses ...

La méthanisation, censée remplacer les énergies fossiles, est une énergie carbonée. Elle a le taux de retour énergétique le plus faible des énergies renouvelables (EnR) et elle produit plus de CO, qu'elle n'en absorbe.

\*Pour le bureau du Collectif national vigilance méthanisation - canal historique (CNVMch), Patrick Bisbrouck, Jacqueline Mollé et Anne Viallèle

1- Présentation du Centre de ressources du dévelop-

pement durable (CERDD), juillet 2018 2- cf. Les Dernières Nouvelles d'Alsace à Rittershoffen 3- Lire: «Douze propositions pour reconnaître, protéger les libertés associatives et étendre la citoyenneté collective» sur : www.lacoalition.fr

4- Dig Agri, arrêtés ministériels de prescriptions générales, AMPG 2781

www.cnvmch.fr

NATURE PROGRÈS | novembre-décembre 2021 - janvier 2022 | n°135 NATURE PROGRÈS | novembre-décembre 2021 - janvier 2022 | n°135 | 11